



Robert OMNÈS

38 ans

MAIRE DE PLOMELIN

Professeur au Lycée de Quimper — Chargé de Cours à l'Ecole Navale

CANDIDAT DÉMOCRATE D'ACTION RÉGIONALE

PRÉSENTÉ PAR LE

CENTRE - P. D. M.

Électrices, Électeurs,

Le Pays a frôlé la guerre civile. Il aspire à la **paix sociale**, mais il veut également de **profondes réformes**.

La crise est due à une série d'incohérences, d'erreurs et d'injustices, qui ont provoqué un malaise profond :

— Depuis 10 ans de pouvoir sans contrôle, **LE DIALOGUE EST REFUSÉ**, la participation écartée. Les pouvoirs publics n'écoutaient pas les Français lorsqu'ils employaient les moyens légaux pour faire connaître leurs opinions et leurs aspirations, les élus politiques et syndicaux étaient méprisés, critiqués, ignorés.

— L'application brutale de la **T.V.A.**, le **bas niveau des salaires**, le **démantèlement de la Sécurité Sociale** ont provoqué le mécontentement de toutes les catégories de travailleurs.

— D'étranges **contradictions** apparaissent dans la conduite d'un Gouvernement qui prône la continuité : tantôt on célèbre le rapprochement avec les pays communistes, tantôt on agite, à des fins électorales, la bannière de l'anticommunisme ; on lance au dollar et à la livre un défi puéril et quelques semaines plus tard on mendie... ces mêmes devises.

— Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il serait **dangereux** de renvoyer à l'Assemblée Nationale la majorité sortante. Nous pourrions connaître des crises **plus graves encore**.

— U.D. V* et Communistes agissent chacun de leur côté pour atteindre le même but : une France où il n'y aurait plus que deux partis, deux camps, **deux blocs**.

— **Ce risque doit et peut être écarté** : jamais en démocratie une force politique n'est assurée de garder indéfiniment le pouvoir. S'il n'y avait plus que deux camps, un jour ou l'autre, les Communistes seraient les maîtres du Gouvernement.

Il existe heureusement dans ce pays une **majorité de citoyens**, qui refusent la coupure de la France en deux blocs. Cette majorité doit s'affirmer en élisant des Républicains de progrès.

OUI AUX RÉFORMES

NON A L'ANARCHIE !

Selon l'expression de Jacques DUHAMEL, nous choisissons le **changement** pour éviter l'**affrontement**.

— IL FAUT CHANGER DE POLITIQUE

— Renoncer à la politique de **faux prestige** et aux **dépenses improductives** (force de frappe...), pour choisir **d'autres priorités**.

— Assurer le **plein emploi** (il y a aujourd'hui plus d'un demi-million de chômeurs).

— Abaisser l'**âge de la retraite** afin d'éviter le chômage des jeunes. Revaloriser en même temps les retraites-vieillesse.

— Améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs, spécialement celui des petits et moyens salariés.

— Construire des **usines (et plutôt en Bretagne qu'en Roumanie !)**

— **Surveiller les prix**, afin que l'on ne reprenne pas d'une main ce que les travailleurs ont obtenu de l'autre.



Roger MANUEL

38 ans

Dessinateur - Projeteur

Remplaçant

— Répondre aux besoins et aux aspirations de la **Jeunesse** par une adaptation de l'Université aux impératifs de notre époque.

— Développer les **réalisations sociales** en faveur des **familles**, des **vieillards**, des **handicapés**, des **enfants retardés...** de tous ceux qui, ne pouvant protester, sont victimes d'un **scandaleux oubli**.

— IL FAUT CHANGER DE MÉTHODES

— D'abord, **rétablir le dialogue**.

— Non pas promettre, mais instituer **LA PARTICIPATION**, à tous les niveaux.

● Au niveau du **Parlement**, qui doit être écouté par le Gouvernement.

● Au niveau des **Régions**, par l'institution d'Assemblées Elues, disposant d'un budget régionalisé.

● Au niveau des **collectivités locales**.

● A l'**Université**, par une gestion démocratique et autonome, confiée aux représentants des professeurs et des étudiants.

● Dans l'**Entreprise**, par une reconnaissance effective des sections syndicales et un partage des responsabilités

— IL FAUT CHANGER DE DIMENSIONS

— Une **Europe Unie** est la condition de la **Puissance** et de l'**Indépendance**.

— Le **Marché Commun** doit permettre l'écoulement des excédents agricoles et garantir les revenus de l'agriculture. Les charges sociales doivent être harmonisées dans les différents pays européens, afin que notre industrie reste compétitive.

● La paix est conditionnée par **une aide plus efficace et mieux contrôlée de l'ensemble des pays prospères aux pays sous-développés**. — **La France ne doit pas faire presque seule les frais de cette aide**. Elle ne doit pas oublier le développement de ses propres régions.

— LA BRETAGNE VEUT VIVRE

— La Bretagne ne croit plus aux promesses gouvernementales. Elle veut des **réalisations** :

— **Désenclavement** (routes à grande circulation Paris-Brest — Rennes-Châteaulin et Nantes-Quimper).

— Mise en place des **équipements de base** : écoles techniques, téléphone, routes, ports, aérodromes...

— Implantation d'**industries nouvelles** et **développement** des **entreprises existantes**.

— Renouveau des **activités maritimes** essentielles à la vie bretonne : complexe pétrolier, pêche, marine marchande, ports de tourisme, etc...

— Aide au **logement** et **lotissements sociaux**.

— Aide à l'**agriculture** par une meilleure organisation des **marchés**.

Nous n'acceptons pas que les cultivateurs bretons fassent les frais des mutations économiques actuelles. Quelle que soit l'ampleur de la crise, nous mettons au premier rang de nos préoccupations le développement régional et l'**EMPLOI**.

QUIMPER NE DOIT PAS ÊTRE OUBLIÉ

Brest se voit reconnaître une vocation de « pôle de développement » — Lorient aspire également à un grand rôle.

Quimper a des fonctions commerciales, touristiques, administratives... L'implantation d'un puissant **complexe universitaire** Brest-Quimper apporterait à la capitale de la Cornouaille un regain d'activité.

Le destin de Quimper est lié à celui de toutes les communes environnantes. La création d'une vaste **communauté urbaine** dont Quimper serait le centre et Pont-l'Abbé, l'une des principales villes-relais, favoriserait le développement de toute la Cornouaille.

Electrices, Electeurs des 3 Cantons de Quimper, Pont-l'Abbé et Fouesnant,

Les promesses qui vous ont été faites par les candidats U.D. V^e en 1967 n'ont pas été tenues. Pourquoi le seraient-elles demain ? M. Michelet ne se représente-t-il à Quimper que pour ouvrir la porte à M. Bécam ? Celui-ci a-t-il peur d'affronter seul les électeurs ?

Ne vous laissez pas duper.

Pour la défense des Libertés,

Pour les Réformes dans la Légimité,

Pour éviter à la France une guerre civile,

Pour la Jeunesse et pour la Bretagne,

VOTEZ CENTRE P.D.M.,

VOTEZ DÈS LE 1^{er} TOUR

Robert OMNÈS

Maire de Plomelin.

Candidat Démocrate d'Action Régionale.